

## Transcription intégrale de la conversation téléphonique du 8 octobre 2012

entre **Dimitri Lemaire,**

responsable de la participation citoyenne

pour le cabinet de la Vice-présidente Isabelle Durant au Parlement européen.

et **Jean-Bernard Simian,**

citoyen français, ingénieur en agriculture

L'enregistrement audio est écoutable ici :

<https://dl.dropbox.com/u/28454945/Entretien%20avec%20M.%20Lemaire%20le%208%20oct%202012.mp3>

Cet entretien téléphonique fait suite à un message de protestation envoyé par JB SIMIAN à Mme DURANT au sujet d'une procédure de consultation des citoyens européens au sujet de la future politique agricole commune (PAC 2013).

---

### Transcription intégrale de la discussion qui dure près de 55 minutes.

Dimitri Lemaire :

"Donc, au fait, suite à votre mail, moi je voulais vous téléphoner, vous appeler, parce que, on a reçu quelques commentaires qui sont très proches des vôtres en fait sur le fond du questionnaire, mais il y a quelque chose que vous ne savez certainement pas et que pour le moment je ne peux pas écrire : c'est que **ce questionnaire a été développé comme une méthode de recrutement**, pour faire une conférence de citoyens à Bruxelles. Donc une conférence citoyenne, une conférence de consensus est une méthodologie, heu, une méthodologie qu'on utilise pour, heu, organiser les consultations de la société civile non organisée, c'est à dire, une sorte de citoyens lambda, non engagés.

Donc pas du tout vous. Vous, vous êtes engagé dans votre entreprise, par vos convictions. Donc ici ce qu'on fait c'est : on lance un questionnaire. Il a été, donc pour répondre à une de vos questions, **il a été écrit par le Parlement, donc il se voulait neutre** et surtout, toucher le commun des mortels qui ne s'intéresse pas à l'agriculture et qui ne connaît pas l'agriculture. Si vous allez sur les commentaires que l'on a reçu après Facebook, beaucoup de gens disaient qu'il fallait arrêter de financer, heu, les agriculteurs et cætera, bref il ne connaissent pas du tout la problématique donc c'était intéressant de voir que les gens qui répondaient étaient complètement à côté de la plaque sur la **nécessité et l'importance** de la PAC. Tant historiquement que pour aujourd'hui et pour le futur quoi. Et donc heu, ce qu'on a fait c'était, heu, on a lancé ce questionnaire, moi je pensais, moi j'ai reçu les questions dans l'été, j'ai validé ces questions parce que je voulais que ça reste tout à fait, je dirais plutôt, plutôt grand public, plutôt haut et que ça n'aille pas trop dans le détail. **Je voulais que la personne qui n'avait jamais lu quoi que se soit sur la PAC puisse répondre** et on avait l'approche de plus, par rapport au consommateur, puisque la conférence de consensus allait

( je vais vous expliquer pourquoi , parce que on a eu des problèmes hein) allaient avoir lieu en septembre, elle n'a pas eu lieu elle l'aura vraisemblablement en décembre, heu, sous le titre de, heu, de l'agriculteur, de l'agriculteur au consommateur, quelle politique agricole et heu et de consommation commune. Et donc l'idée était d'avoir des consommateurs, **donc des gens, qui mangent**, qui n'étaient pas nécessairement engagés, qui ne savaient pas grand chose encore là dessus, étaient briefés pendant un jour et demi à Bruxelles, par quelqu'un de l'INRA que vous devez connaître qui est Sophie "Troyer" qui est quelqu'un une chercheuse qui avait donné premièrement un aspect je dirais global par rapport à la PAC, historiquement, aujourd'hui et où allons nous. Ensuite quelqu'un de Via Campesina et finalement quelqu'un de Copacogéga. Donc, ils étaient trois experts qui allaient venir leur expliquer un petit peu où on en était et des visions assez opposées finalement de la Copacogéga et de Via Campesina sur leur futur heu, le futur de l'agriculture en Europe. Ensuite les gens étaient amenés pendant deux jours à débattre, ils devaient formuler des recommandations, précises, heu par consensus donc ils devaient les vingt sept, dans des langues différentes heu, vingt deux langues différentes, heu, être amenés à formuler des recommandations consensuelles, qui seraient elles alors reversées dans le, dans la commission agri, de monsieur de Castro.

**JBS/** Si je comprends, Si je peux me permettre une question, vous me dites que ce questionnaire avait pour but de recruter des citoyens. C'est ça que je comprends en fait de ce que vous vouliez ?

**Lemaire :** Voilà !

**JBS :** Vous les recrutez comment les gens puisqu'on a aucune trace du nom, ni de quoi que se soit ? ni de l'email, ni de rien... comment ça se passe en fait ?

**Lemaire :** Si si, parce que, donc la dernière question du questionnaire est très précise. « êtes vous, seriez vous... et c'était la seule qui était pour moi, qui m'occupais de participation citoyenne, heu, la, la question clé. Était, « Seriez vous disposé à débattre de ce sujet avec d'autres citoyens européens », point. Je n'ai pas cité Bruxelles, je n'ai pas cité le possible déplacement aux frais du parlement etcétera. C'était juste, cette question-là.

**JBS :** Cette question n'était pas dans le questionnaire que j'ai vu dans votre site internet. La dernière question c'était : « Quelle est votre attitude vis à vis de l'Union Européenne ?

**Lemaire :** Oui, parce que quand j'ai reçu 65 000 réponses, j'ai stoppé cette dernière question... Mon possible panel qui devait, qui était de vingt sept personnes était heu, déjà, enfin je veux dire heu, faire les fiches de 65 000 personnes, enfin, assez compliqué.

**JBS :** C'est sûr !

**Lemaire :** Donc après dix jours, j'ai demandé au service du Parlement de, d'enlever cette question afin de travailler sur heu, un **sample** de 65 000 réponses et en retirer vingt sept, entre... par pays membres. Donc on a laissé le questionnaire encore mais sans la dernière question. Donc cette question, heu beaucoup de gens y ont répondu et heu, par oui et donc deuxième partie du questionnaire s'ouvrait... qui est évidemment régie par la réglementation de l'information privée, et cætera hein? Et là on avait nom, prénom heu,

tranche d'âge heu, éducation, éducation, emploi, heu, rural ou urbain et toute une... Les langues parlées, qu'on pouvait parler, sur lesquelles on permet de débattre. Et encore une fois, il n'était pas, je fais peut être très attention parce que quand on parle de conférence de consensus on est dans l'aléatoire. Je dois avoir un panel autour de président de conférence qui a été choisi aléatoirement, sinon on fausse le débat. Donc à aucun moment après ce questionnaire, heu, il a été dit ou même suggéré, que cette personne pourrait être invitée à Bruxelles si vous voulez, c'était juste pour ...resteriez vous disponible ou intéressé de continuer à débattre et les gens qui répondaient oui, mettaient certaines informations privées, donc surtout leur e-mail, ensuite...

**JBS** : Et ça donc, ça a été supprimé du site, sans qu'on en soit averti auparavant, heu, qu'on répondait à un questionnaire inutile après, si je comprends bien puisque vous avez supprimé...

**Lemaire** : C'est pas inu... Enfin premièrement, on pensait, enfin on a ouvert ça pendant dix jours en été. On pensait recevoir 500- 600 réponses, qu'il y ait eu 65000 réponses, y en a 40 000 Françaises.

**JBS** : Et comment vous pouvez savoir l'origine des réponses puisque n'importe quel ordinateur du monde entier pouvait répondre et pouvait répondre vingt fois, Cent fois, mille fois au questionnaire. Comment vous faites pour savoir que c'est des réponses Françaises

**Lemaire** : Mais parce que on sait très bien d'où émanent les réponses et deuxièmement aussi, on demande à la personne d'où elle vient et quoi et donc c'était une des questions parce que moi je dois faire un panel de vingt sept personnes par Etat membre donc il faut bien que je sache d'où vient la personne.

**JBS** : Oui..., mais le problème c'est que vous sélectionnez les gens, les gens que vous voulez avec ce système là, parce que les gens ont déjà répondu à un questionnaire qui donne une idée de ce qu'ils pensent. C'est ... je veux dire, c'est pas du tout statistique ça...

**Lemaire** : et bien justement...

**JBS** : Ca n'a aucune représentativité statistique heu...

**Lemaire** : Moi je... Non monsieur. Puisque, à partir de ce moment là, moi j'ai retiré donc les les... J'ai fait un sample, j'ai demandé, enfin c'est assez compliqué...

**JBS** : Ah ça c'est compliqué oui, c'est très compliqué !

**Lemaire** : L'idée était de retirer cinq personnes par Etat membre. Ces cinq personnes, leurs réponse à la, la... au questionnaire ne m'intéressaient pas, je l'ai même pas lu, j'ai effacé, cert... de mes données. Les cinq personnes ont été choisies rapport à leur genre, leur âge, leur éducation parce que je ne voulais pas, entre autres, et surtout une deuxième langue qu'ils pouvait parler, on avait des problèmes d'interprétation et cætera. Donc ce qui m'intéressait c'était d'avoir un sample de personnes qui était plus ou moins homogène en terme de genre et d'âge et de urbain et rural, je ne voulais pas non plus vingt-sept personnes vivant en ville, je ne voulais plus ou moins, une petite majorité d'urbains et heu de ruraux. Beaucoup plus d'urbains ont répondu heu, heu, je voulais en tout cas une parité hommes

femmes et je voulais aussi quelque chose qui soit homogène par rapport à l'âge, pas que des vieux ou que des jeunes. C'est sous ces critères là, parce que ça c'est de la participation citoyenne, sur lesquels je me suis basé. Le questionnaire en soit comme je vous le dis, on ne pensait pas recevoir autant de réponses comme ça en dix jours, en tout cas, c'est un petit peu grâce à, à... au réseau français qui est très bien interconnecté si on le compare au réseau Espagnol, Italien ou Allemand. Aussi, au fait que José Bové, qui est un, qui est un collègue, avec qui j'avais expliqué le projet a aussi heu, relancé l'idée en disant : « Il faut répondre à ce questionnaire et cætera et donc ce questionnaire à commencé à circuler à vitesse grand V. Et bon, c'est très bien, nous on en était très content.

9min 30s du début

**JBS** : Je pense que les gens n'ont pas du lire attentivement les questions avant de se précipiter pour répondre et ils ne se sont pas rendu compte que n'importe qui pouvait répondre à ce questionnaire, quelle que se soit son origine, que ça soit un enfant de deux ans, que ça soit un américain, un chinois, un japonais ou je ne sais quoi, .... Où est la représentativité de cette méthode ? Surtout qu'à aucun moment on n'explique que c'est pour faire un échantillonnage statistique, à aucun moment on explique que ces informations ...

**Lemaire** : Mais non !... On fait ça au nom de l'aléatoire.

**JBS** : Non mais c'est pas comme ça qu'on fait un échantillonnage de population. C'est du jamais vu cette méthode, c'est, c'est complètement inédit. C'est complètement incroyable.

**Lemaire** : je ne vous parle pas d'un échantillonnage .... C'est de la, c'est de la... En fait ici on parle pas tellement de la PAC. On parle d'un processus qui s'appelle conférence de consensus, qui est une chose de tout à fait connue et donc est utilisée beaucoup plus académiquement. L'idée, c'était d'adapter, on la déjà fait, on l'a fait en 2011 sur la pauvreté, la commission l'a déjà sur différentes, différents projets et questions aussi et donc il y a différentes manières de faire des, des... pas des échantillons, de faire des panels de citoyens et qui eux sont amenés à Bruxelles afin de débattre et pour définir des... recommandations. On parle pas d'échantillon statistique, on parle pas... Moi tout que je voulais, c'est que des gens qui étaient plus ou moins, enfin, dans mon panel, heu, sur lequel je n'avais pas planché sur leurs questions ou sur leur heu, sur leur heu, je dirais heu, une position par rapport à l'agriculture. Néanmoins, la première chose qu'on allait faire lors de cette conférence de consensus et on le fera maintenant en novembre décembre, c'était présenter les résultats, tout en disant, « attention, ceci n'est pas une étude»...bip bip bip

**JBS** : Ca a coupé, j'espère qu'il va rappeler...

11 min 15 s du début

**Lemaire** : On a été coupé.

**JBS** : Voilà, on est de retour.

**Lemaire** : c'était ça l'idée au fait, l'idée de mettre plutôt heu...heu... de faire un... Et donc il y a beaucoup de chose à améliorer. Enfin on en a conscience, enfin, quand je vous ai dit, « on pensait... On n'a fait aucune publicité, la seule chose qui a été faite, c'était de mettre en ligne, ce... questionnaire en toutes les langues. On a demandé aux maisons de l'Europe la

représentation du Parlement à travers les Etats membres, de mettre une petite vignette sur leur site web, c'est à dire, en première page, « Give your, have your say on the reform de la PAC ». Les gens qui cliquaient étaient amenés sur le site de [www.food4.eu](http://www.food4.eu), et de là, ils pouvaient répondre. Et donc, ce que je dis encore une fois c'est que sur les 65 000 réponses, moi j'ai reçu une vingtaine de gens, qui se plaignaient du... du...questionnaire. Et donc... Ce qui est normal mais bon... C'étaient tous des gens d'une manière ou d'une autre engagée, on a reçu des plaintes de GreenPeace, de Green rights, et caetera, et qui s'étonnaient qu'une personne comme Isabelle Durant, qui est une personne reconnue une politique Verte, heu, puisse venir avec un heu, heu...heu... Un questionnaire de cette nature. Et donc il faut savoir que c'est le Parlement qui a développé ça, on n'est pas ici, Isabelle Durant représentait le Parlement...

**JBS** : Elle a quand même lu le questionnaire avant de marquer son nom sur la page du site internet. Je, je peux pas croire qu'elle n'ait pas lu le questionnaire avant d'avoir marqué son nom.

**Lemaire** : Mais oui ! on l'a lu !...On voulait quelque chose...

**JBS** : Quand vous marquez, « la viande devrait être traitée avec des hormones pour être plus abondante et plus juteuse ? », mais...mais... c'est surréaliste. "Les plantes devraient être traitées génétiquement pour augmenter la production et supprimer les maladies ?" ... Mais vous les avez vu ces questions ? Mais c'est complètement incroyable, des questions pareilles. C'est du jamais vu.

**Lemaire** : Mais c'est incroyable pour quelqu'un comme vous, qui s'est penché dans ces dossiers depuis toujours...

**JBS** : Mais évidemment !

**Lemaire** : Mais pour quelqu'un qui ne s'est jamais posé ces questions...

**JBS** : Ca l'influence d'une manière radicale. Si vous voulez, c'est comme si je vous disais, moi, « il est essentiel que les avions soient munis d'un statoréacteur inversé pour plus de sécurité et d'économie ». Si vous ne connaissez pas le sujet, vous allez dire oui. Forcément, parce que vous avez l'impression que c'est mieux.

**Lemaire** : *Je ne sais même pas ce que c'est un statoréacteur...*

**JBS** : Et les gens... quand vous dites génétiquement modifiés pour que la viande soit plus juteuse et plus abondante, forcément ça influence. Les gens qui ne connaissent pas, ils sont tentés de répondre oui, forcément. Enfin, ce n'est pas comme ça qu'on pose une question.

**Lemaire** : ...Premièrement en fait, vous devez savoir que suite... J'ai demandé l'analyse des 65 000 réponses, ça je peux vous les envoyer...

**JBS** : Avec plaisir...

**Lemaire** : Les gens sont plutôt, plutôt contre en fait, mais contre en fait parce que ça...c'est parce que les Français ont fait circuler ça dans les réseaux, qui étaient assez bio etcétéra. Et donc, ils étaient, ils étaient... contre en fait tout ça. Donc, ils savaient de quoi ils parlaient. Ils

étaient, ils ont répondu évidemment par la négative. Donc, c'était en fait... Les gens qui ont répondu, à ça, c'était souvent des gens qui, finalement, connaissaient déjà, puisque ce sont des réseaux qui s'en sont emparés.

**JBS** : Vous allez faire comment votre échantillonnage maintenant? Vous allez écarter tout ceux qui ont répondu non parce vous soupçonnez qu'ils sont dans des réseaux impliqués ? Comment vous faites pour sélectionner vos 27 personnes là qui sont censées ne rien connaître à l'agriculture et formuler des propositions au Parlement ?

**Lemaire** : Mais non, on en aura certainement ! C'est les Français... donc le Français est un pays des vingt sept... **Donc on en aura un de Français, c'est tout.** Tandis que chez le Roumain, chez, chez, le Letton, le Maltais, le Grec et cætera Parce qu'en Grèce, j'ai reçu cinq réponses sur les 65000, évidemment, **ils ont d'autres chats à fouetter que répondre à un questionnaire sur l'agriculture aujourd'hui.** De plus, comme je vous ai dit, c'est simplement une petite vignette posée dans le site web des maisons de l'Europe, donc en France l'Europe est un sujet **qui quand même, est fortement suivi etcétera.** En plus les maisons ont fait travailler la chose. En Grèce, pour le moment, les gens réfléchissent à d'autres choses.

**JBS** : Bien je pense qu'ils n'ont pas été informés suffisamment sur le questionnaire, sinon ils auraient certainement répondu. Ou alors ils ont compris tout de suite qu'il y avait une supercherie avec ce questionnaire, ils ont pas répondu. C'est quand même du jamais vu, un questionnaire comme ça, c'est inédit et en plus vous me dite que finalement le but, c'était pas de traiter les réponses mais de sélectionner des personnes aléatoirement et il n'y a aucun aléa là dedans, puisque les gens qui ont été informés, c'est qu'ils ont reçu un mail les revoyant sur le site food4.eu. C'est pas du tout de la statistique et de l'aléa, on n'est pas du tout dans quelque chose de représentatif. Moi je ne suis polémique ni rien du tout, d'ailleurs...

**Lemaire** : inaudible... de statistique ou de représentativité.

**JBS** : Ben oui mais...

**Lemaire** : Moi je vous le dis, dès le début, dès le début...

**JBS** : Alors à quoi ça sert ? Je veux dire, on va avoir 27 personnes là, qui viennent d'on ne sait où et qui vont se lancer, être... formuler des propositions aux parlementaires, mais c'est, c'est pas comme ça que fonctionne la démocratie. N'appellez pas ça de la démocratie participative ! Ca n'a rien à voir...

**Lemaire** : Justement...Y a le débat Monsieur, et donc nous on s'est dit, si Isabelle Durand, donc vice-présidente du Parlement et responsable de la participation citoyenne a un avis tout à fait différent de vous par rapport à ça. Donc nous, on essaye d'instaurer au Parlement, petit à petit, pas par pas, une démocratie plus participative, c'est à dire de faire rentrer le citoyen au Parlement et, le fai... l'écouter également. On est convaincu, qu'on doit pas être expert, pour pouvoir donner des recommandations qui tiennent tout à fait la route. Toutes les expériences en consensus ont été faites, refaites. C'est beaucoup de gens d'ailleurs de chez vous à la Sorbonne qui sont derrière toute la méthodologie et cætera euh et donc là y a

bon... ça c'est évidemment des différences politiques et il y a beaucoup de collègues d'Isabelle, qui sont d'ailleurs d'accord avec vous, qui veulent rien entendre passer de la démocratie participative, qui ne veulent pas...

**JBS** : Moi, je veux bien en entendre parler ...

**Lemaire** : ... entendre parler du citoyen au Parlement ou autre part... Et que..

**JBS** : **Mais moi je suis enchanté...**

**Lemaire** : Et que, pour les experts... Et donc, c'est là où on diffère, c'est là donc ce qui s'est passé, c'est que suite à cet, à cet engouement, euh, les, les... partenaires, enfin les collègues d'Isabelle Durand, les autres vice-Présidents, se sont braqués euh, en disant, mais tiens c'est quoi ces 65000 personnes qui ont répondu ? C'est une catastrophe ! Qu'est ce qu'on va faire avec ces gens? Euh, on arrête tout. Donc on a été stoppé politiquement si vous voulez, mais on a obtenu de refaire ceci, donc de refaire cet conf... Enfin faire la conférence de consensus, fin novembre début décembre. On cherche toujours des dates car c'est toujours compliqué en terme d'interprètes, de choses logistiques et on la couple avec euh, on la couple avec une consultation de la société civile organisée, c'est à dire des associations, des ONG, et cætera, qui est co-organisé avec le Comité Economique et Social. Celui-ci... donc on aura d'un côté... Là, Le, le, grand sujet ce sera : « la jeunesse et l'agriculture ... **Quelle place pour la jeunesse dans l'agriculture de demain?** ». Donc d'un côté on aura une consultation de la société civile organisée, organisée à travers du Comité Economique et social, et de l'autre, des, des, des, des... Citoyens, lambdas, qui ont... **Et ça on en est convaincu qu'à travers le briefing et le débat, sont tout à fait, euh... en mesure de, de, de d'élaborer des recommandations qui sont...** Après on dit pas que c'est les recommandations européennes, il faut faire attention. On dit que c'est des recommandations qui émanent, de citoyens non organisés, qui sont eux mêmes, quand même, finalement des consommateurs de tout ce que nous produisons et qui ont eux aussi le, leur, leur avis à donner. Alors, c'est un petit peu ça en fait l'approche qu'on a là derrière.

**JBS** : Mais, mais quand vous dites, c'est...

**Lemaire** : inaudible

**JBS** : Quand vous dites, c'est le Parlement qui a fait le questionnaire, c'est qui exactement au Parlement, parce que le Parlement, c'est, c'est un peu vague. Est-ce que c'est une agence de communication ?...

**Lemaire** : Non, non... c'est un fonctionnaire.

**JBS** : C'est un fonctionnaire et est-ce qu'on peut le connaître...

**Lemaire** : C'est la DG elof, non la DG epol pardon. C'est à dire la DG qui s'occupe des commissions Parlementaires.

**JBS** : Et il a rédigé ça tout seul, dans son coin, en disant tien, je vais rédiger une quinzaine de questions comme ça, un peu dans tout les sens, histoire de, de, de susciter un petit peu des

réactions ? C'est un peu curieux comme démarche, qu'une personne seule rédige un questionnaire qui est destiné à ...

**Lemaire** : *inaudible.*

**JBS** : ... 460 millions de personnes, c'est quand même pas rien, ça mérite quand même d'être un peu étudié pour savoir ce qu'on va demander aux gens ? Comment est-ce qu'on va dépouiller les réponses ? Comment est-ce qu'on va s'assurer que les gens ne répondent pas dix fois au même questionnaire ? Comment on va bien s'assurer qu'ils sont bien citoyens de l'Union Européenne ? Qu'ils sont bien majeurs ? Qu'ils sont bien en mesure de fournir un avis, qui, qui, qui est digne d'intérêt. Tout ça n'est pas permis par votre méthode.

**Lemaire** : Et donc...

**JBS** : Monsanto aurait pu employer... Moi j'ai répondu quinze fois dont dix fois en envoyant des questionnaires vides qui étaient à chaque fois acceptés... J'ai jamais vu ça. Même pour un sondage pour un petit site internet de base, dès qu'il manque une réponse, on reçoit un avis en disant ; « Attention, il manque une réponse ». « Vous avez déjà répondu à ce questionnaire, vous ne pouvez plus répondre ». Là, c'était pas du tout le cas, donc il n'y a aucun traitement statistique possible.

**Lemaire** : je vous le répète encore une fois, ce n'était pas le but monsieur...

**JBS** : Oui mais c'est pas indiqué sur le site. Ce n'était pas informé, ni indiqué et ça ne l'est toujours pas aujourd'hui...

**Lemaire** : *inaudible.*

**JBS** : Et aujourd'hui vous marquez...

**Lemaire** : Si... Ce qui allait se passer, c'est que juste après... donc... Ce questionnaire, il a été ouvert jusqu'au 5, 6, 7 septembre si je me souviens bien. Ensuite, le 19 septembre, tous ces citoyens devaient arriver à Bruxelles, et donc ce site allait être transformé et euh, en, en, en un genre de blog, si vous voulez, concernant le débat de la réforme de la PAC dans...enfin citoyen. Donc, les interventions de Sophie "Troyer" de l'INRA, les interventions des deux experts de, de la Copacogéga et de Via Campesina, allaient être, donc, postées. Enfin postées en vidéo si vous voulez. C'est des interventions de 30 à 40 minutes, qui elles, allaient être la base du débat des citoyens. Un forum où des gens comme vous, pouviez également euh, interagir et cætera... Sera ouvert, enfin allait l'être en tout cas septembre, puis il s'est passé qu'on nous a interdit. Le Parlement nous a obligé de calmer le jeu, parce **qu'il avait un petit peu peur, justement de la participation citoyenne**. C'est quelque chose qui n'est pas encore accepté. Si on avait eu les délais qu'on voulait, donc on aurait tout de suite expliqué que ce site avait permis l'élaboration d'un panel citoyen, que les réponses données étaient les suivantes mais attention, la grande majorité qui avait répondu étaient des gens... enfin 40 000 étaient des Français probablement euh, dans les réseaux de production agricole et cætera. On aurait expliqué tout ça...

**JBS** : Non mais ça, vous pouviez vous en douter au départ. Quand on fait une méthode d'enquête, au départ, on prévoit un protocole dans lequel on a déjà réfléchi un petit peu à ce



qui va se passer. On ne balance pas un questionnaire en disant après, « merde, on a fait n'importe quoi, on revient en arrière », c'est pas comme ça que ça se passe une étude...

**Lemaire** : C'est pas nous qui revenons en arrière. C'est justement la droite et les socialistes qui ne veulent pas, qui veulent, qui nous ont obligés de revenir en arrière là dessus. Ils ont dit non, ça ne va pas. Nous on sait pas quoi faire avec ces gens, qu'est-ce qu'on, qu'est-ce que...

*JBS coupe Lemaire, inaudible sur quelques mots.*

**JBS** : Mais c'est même pas des gens ! Monsanto aurait pu employer une quinzaine de Chinois 24 heures sur 24 à remplir des questionnaires à longueur de journée. Des Chinois, des Indiens ou des Pakistanais... Je veux dire, ça n'avait rien de ni de... Il n'y avait aucune possibilité de savoir d'où venaient les réponses, ni combien de personnes avaient répondu, 10 fois, 100 fois, 1000 fois au même questionnaire. Donc de toute façon...

*Ils se coupent inaudible*

**JBS** : On ne peut même pas de façon de savoir si c'était des citoyens européens...

**Lemaire** / Je suis d'accord avec vous...

**JBS** : Bin alors !

**Lemaire** : Que ça peut être amélioré...

**JBS** : Il y a rien à améliorer

**Lemaire** : mais on est encore dans un processus expérimental...

**JBS** : Mais c'est absurde ! Il n'y a rien à améliorer. Je veux dire, des gens qui font des enquêtes statistiques, il y a des sondages, il y a des professionnels qui sont dans ce domaine depuis des dizaines d'années, qui savent faire les choses correctement. Je ne vois pas comment, un Parlement qui est financé, en plus, par les impôts des citoyens, peut faire quelque chose de pareil, qui n'a rien à voir avec quelque chose de sérieux et d'exploitable. Après vous me dites qu'il y avait un but caché qui était de sélectionner des gens, que vous allez vous même sélectionner sous, par rapport aux réponses qu'ils ont fournies. Je veux dire, c'est ni statistique, ni aléatoire, ni quoi que se soit. Et comment voulez vous après formuler des recommandations valables à partir de 27 personnes qui ont été sélectionnées, on ne sait pas comment, mais qui vont être face à des experts, sachant qu'ils sont sensés ne rien connaître et qui vont prendre, je ne sais pas, les avis par rapport à, à celui qui est le plus joli, qui parle le mieux. C'est pas de la démocratie participative.

**Lemaire** : Enfin oui, bof... Ca c'est votre avis. Effectivement, si vous choisissez le plus joli par rapport à votre opinion, enfin...

**JBS** : Le problème c'est quand les gens ne connaissent pas un sujet. Comment voulez vous qu'ils se fassent une idée en 24 heures sur les OGM, sur les (*Lemaire coupe inaudible*)... c'est pas possible...

**Lemaire** : C'est là où essentiellement on diffère...

**JBS** : D'accord.

**Lemaire** : On diffère et je ne veux pas continuer, on diffère, parce qu'on est tout simplement, sur une longueur d'onde différente par rapport à ça. Je suis convaincu, Isabelle Durant est encore plus convaincu, que, les citoyens ne sont pas des imbéciles et sont tout à fait, tout à fait, tout à fait euh, euh, **ils sont capables, de faire des recommandations, tout à fait sérieuses, sur un sujet précis, qu'ils n'auraient pas encore connu.** Et ça à travers une méthodologie bien précise, du débat, à partir de, avec deux co-présidents, des modérateurs et un dispositif hein ! on leur donne pas du café, on leur demande de discuter et puis il y a une méthodologie qui anime le débat et qui anime le consensus ou pas...

**JBS** : *inaudible*

**Lemaire** : Là dessus Isabelle Durant. Et donc nous ce qu'on essaye de faire, et c'est pas facile, au Parlement, c'est d'essayer petit à petit, de convaincre nos partenaires que, il faut écouter le citoyen, que **le citoyen est de plus en plus éloigné des institutions Européennes** et que il faut commencer à un dialogue plus proche à travers des conférences de consensus et les nouvelles technologies, couplé aux nouvelles technologies, Facebook et cætera, pour pouvoir aussi, réintégrer le citoyen dans le débat. Et, l'idée étant, l'idée étant, les ONG, la société civile organisée, est précieuse, on doit les écouter. Mais aujourd'hui y pas qu'eux, il y a aussi le citoyen, qui a son mot à dire, et qui est tout à fait intéressant quand on le met en présence et dans un dispositif, donc un dispositif de trois jours de la conférence de consensus, euh... Il émane à chaque fois des recommandations tout à fait euh, euh, crédibles. Vous pouvez aller voir, « Tomorrow of Europe », qui a été faite il y a quelques années par la commission. C'est une méthodologie, une conférence de consensus, les gens sont venus expliciter donner leur, leur vision d'une Europe de demain, des 27 pays différents et le Français n'a évidemment pas la même vision que le Maltais ou le Suédois sur l'Europe, néanmoins, ils sont tous arrivés à, des recommandations bien précises sur, en consensus consensuel, hein !

**JBS** : Le consensus n'est pas une obligation. Des gens peuvent avoir des idées différentes et c'est bien de montrer qu'il y a des idées différentes.

**Lemaire** : Tout à fait, oui tout à fait

**JBS** : On n'est pas obligé d'être tous d'accord. C'est tout...

**Lemaire** : On est bien d'accord, tout le monde peut avoir des idées différentes.

**JBS** : Voilà, donc le consensus, c'est pas un objectif en soit.

**Lemaire** : C'est pour ça que je voudrais les écouter, c'est pour ça qu'on voudrait les écouter, ces différentes études, ces différentes opinions et c'est pas que les recommandations consensuelles qui nous intéressent, c'est bien évidemment, où les lignes de positionnement se font à travers les différents citoyens et comment est-ce que quelqu'un peut accepter, finalement, après débats de plusieurs jours, de changer de position ou de changer de vision par rapport à une... C'est ça ce qui est intéressant, c'est ça qu'on observe, c'est ça c'que, c'qui est étudié. La suite d'une conférence de consensus c'est les recommandations et encore une fois Isabelle Durant ne dit pas, « c'est l'avis de l'Europe » parce que j'ai pris 27 citoyens de

l'Europe et c'est ça ce qu'ils veulent. C'est une goutte dans un océan comme les experts viennent nous, nous, nous, viennent nous parler ici aussi, on les écoute. On ne peut pas dire que les experts de Via Campesina ou Copacogéda sont exactement, enfin ont la raison européenne quoi. Je veux dire, donc c'est un processus qui aide à la réflexion, qui aide au débat en... Ici en commission agri par exemple, puisque ils ont eu plusieurs auditions de plusieurs personnes, plusieurs experts, plusieurs organisations et c'est une audition si vous voulez en plus.

**JBS** : Là, comment vous allez faire pour extraire vos 27 participants, là concrètement, euh, puisqu'apparemment c'est pour le mois de novembre que vous voulez faire cette réunion, ce groupe de travail.

**Lemaire** : Moi monsieur j'ai travaillé tout l'été ce truc là, si je pouvais le faire en septembre, je pourrais. Donc maintenant le Parlement l'a bloqué et donc je dois repasser dans une (inaudible), qu'on appelle la conférence des Présidents, ce qui est l'organe politique du Parlement et ensuite repasser en Bureau du Parlement Européen, ce qui est l'organe du Parlement qui gère l'administration, enfin plus ou moins, plus que c'est toujours assez politique du Parlement, qui est présidé, qui est présidé, par le Président Schultz et les 14 vice Présidents, sur des questions budgétaires. Puisqu'ils suggéraient de coupler l'événement à une deuxième conférence avec le Comité Economique et Social. Donc, comme pour tout au Parlement, comme vous dites très bien c'est des fonds euh, euh, qui proviennent des impôts citoyens. On doit avoir des feux verts, donc je dois faire une fiche financière, et tout est fait. Par contre les dates, y a pas de conférence de Présidents avant le 18 de ce mois, donc la semaine prochaine et le 22 Octobre à Strasbourg, donc une fois que tout ça est passé politiquement, alors on refixe des dates, probablement, j'espère le 4, 5, 6, 7 Décembre. Et donc, et donc là, là on pourrait suivre si vous voulez, les débats. Les débats se font en grande partie en huis clos, parce qu'on ne peut pas mettre 27 citoyens en présence, avec des caméras partout, ils ne vont pas vouloir s'exprimer, librement et le, le, si vous voulez les, le euh... Petit à petit, le site, enfin le journal, le site, enfin il y aura un travail rédactionnel pardon, je suis assez malade, donc j'ai du mal à me concentrer...

**JBS** : Oui, oui, j'ai bien compris...

**Lemaire** : Il y aura un travail rédactionnel derrière, qui pourra informer où on va, mais je ne peux pas mettre une caméra en plein dans la figure d'un, d'un, d'un Français et lui dire, vas-y dis-moi ce que tu veux, pour l'agriculture de demain. Il se sent inconfortable parce que son patron, son collègue, ou qui que se soit, est en train de l'observer, de l'autre côté de du cadre, sans doute.

**JBS** : Non mais c'est tout le problème de votre méthode de démocratie participative. Là si je comprends bien, vous faites un questionnaire dont il n'est pas dit qu'il va servir à sélectionner des gens. Donc déjà, c'est pas clair. Quelqu'un sélectionne 27 personnes on ne sait pas comment, sachant que les personnes ont déjà données des informations en fournissant des réponses à un questionnaire. Donc ça permet déjà de savoir ce qu'elle pense...*Lemaire essaye de couper, inaudible...* ensuite ces personnes sont enfermées dans une pièce, on ne sait pas ce qui se passe et à la sortie, on sort des recommandations, soit disant consensuelles, qui servent de lignes directrices pour les Parlementaires, mais, mais ...

*Lemaire essaye de couper, inaudible...* Il n'y a pas de démocratie, il y a rien du tout là dedans. Qu'est-ce que c'est que cette histoire, la démocratie...

**Lemaire** : Monsieur...

**JBS** : La démocratie...

**Lemaire** : je ne vous aurais pas convaincu...

**JBS** : C'est pas...

Inaudible

**JBS** : Mais je suis fondamentalement pour l'intervention des citoyens mais pour cela il y a des processus d'élections et de référendum...

**Lemaire** : *début inaudible*.....On avait utilisé le TNS SOFRES, vous connaissez ?

**JBS** : Oui bien sur, c'est un grand institut de sondage, bien sur...

**Lemaire** : Pour faire un panel de 15 citoyens, ils nous avaient fait payer 200 000 Euros. Donc on s'était dit qu'on allait quand même essayer quand même de changer une méthode. Donc la méthode de recrutement, **je suis tout à fait d'accord avec toi**, avec vous pardon, elle n'est pas, elle n'est pas, au point mais on...

**JBS** : Bien non, elle n'est pas au point...

**Lemaire** :... Fait une expérimentation, de, de, méthodologie, de participatif. Donc la prochaine fois, pour parler de l'argent du citoyen et cætera, on redonnera à des gens comme TNS SOFRES et cætera, si vous voulez, 500 000 au début, pour 25 citoyens, et donc on avait redescendu ça à 200000 pour 15 citoyens et donc ouais, on peut faire ça comme ça si vous voulez...

**JBS** : *Coupe Lemaire*... Non mais moi je ne veux pas du tout qu'on engraisse les sociétés...

**Lemaire** : SOFRES est un grand euh, institut de sondage, mais qui est complètement biaisé aussi sur beaucoup de...

**JBS** : Mais bien sur.

**Lemaire** : Ils ont leur manière aussi de travailler donc je veux dire, ici on n'aspire pas à dire, « voilà, nous avons la méthode. On cherche des méthodes, différentes pour euh, intégrer les citoyens au débat. Alors on ne dit pas, « on possède les lignes directrices » que le Parlement Européen devra avoir, non. C'est un élément parmi beaucoup, beaucoup d'autres, qui invitera le Parlement et les Parlementaires par rapport à la ligne directrice qu'on donnera... c'est pas le citoyen qui va donner la ligne directrice, ça on ne l'a jamais dit, on ne le dira jamais. C'est pas à lui de donner des lignes directrice, ce sont les politiques qui font toujours ça, je vous explique, sinon on peut rentrer chez nous. Donc, mais par contre, on voudrait écouter plus les citoyens. De toute façon, on est convaincu qu'on en a besoin.

**JBS** : Mais, mais tant mieux, mais on ne peut pas l'écouter comme ça avec un système comme celui là qui n'est pas du tout représentatif. C'est, c'est, c'est, pas, ni démocratique, ni participatif ni quoi que se soit. Il faut que les gens aient un ordinateur...

**Lemaire** : Facebook... *inaudible*

**JBS** : Mais Facebook c'est pas

**Lemaire** : ...N'est pas représentatif non plus...

**JBS** : Bien sur, un citoyen, c'est pas quelqu'un qui a de compte Facebook, moi j'ai pas de compte Facebook, et je suis un citoyen, j'ai ma carte d'électeur et ... Et mes grands parents, ils n'ont pas Facebook, ils sont quand même citoyens, je veux dire, on exclue d'emblée, euh, des personnes qui sont des citoyens et on sélectionne éventuellement des gens par rapport à une méthode qui n'est pas du tout représentative puisqu'on a aucun élément sur leur état civil. On ne sait pas s'ils sont majeurs, on ne sait pas... Enfin, on ne sait rien dans l'histoire là. Alors après vous me dites, « il y a un questionnaire qui a été supprimé et que personne n'a vu, en tout cas moi je l'ai pas vu. Moi je voulais savoir, je vous ai posé la question : est-ce que vous pouvez, soit remettre le questionnaire sur le site internet ? soit au moins...

**Lemaire** : Je n'en ai pas le pouvoir, c'est le Parlement Européen et pas Isabelle Durand...

**JBS** : On fait un questionnaire, après on l'enlève...

**Lemaire** : C'est le Parlement qui bloque...

**JBS**. Et bien écoutez, envoyez moi une copie par mail.

**Lemaire** : Oui je peux faire...

**JBS** : Alors, moi je n'ai pas eu la présence d'esprit de faire une copie, parce que je ne pensais pas qu'on allait enlever le questionnaire, qui était quand même les éléments auxquels les gens ont répondu. C'est quand même incroyable et ce questionnaire où les gens...

**Lemaire** : qu'est ce que vous me dites, je ne comprends, vous me dites, vous n'avez pas vu ce questionnaire mais vous me dites aussi que vous l'avez vu...

**JBS** : J'ai vu, j'ai vu un questionnaire dans lequel il n'y avait pas la question relative au fait, "voulez vous participer à un débat citoyen" et dans lequel on remplissait des informations. Je n'ai jamais vu cette question. A aucun moment...

**Lemaire** : Bon c'est ça qui vous intéresse, prénom, âge, ... *Inaudible, JBS coupe...*

**JBS** ; Je n'ai jamais vu, je n'ai jamais vu cette question dans le questionnaire et il n'a jamais été indiqué sur le site (*Lemaire parle dans le même temps, inaudible*)

**Lemaire** : Ecoutez, parce qu'on avait trop de potentiels candidats, je vous ai expliqué...

**JBS** : Ah oui, mais bon.

**Lemaire** : Je comprends pas, deuxième partie du questionnaire n'est pas du tout euh, je veux dire pour vous agriculteur, n'est pas très intéressante. On demande l'âge, si on est rural ou

urbain, le pays, l'éducation, c'est à dire BAC plus combien ? Le genre, sa langue maternelle, sa deuxième langue, de prédilection, son occupation... et c'est tout du « multiple choice », donc occupation on pouvait dire ou étudiant *inaudible* et cætera...

**JBS** : Oui, oui, l'emploi...

**Lemaire** : Donc la seconde partie, je peux vous l'envoyer, je ne pensais pas que c'était ça qui vous intéressait...

**JBS** : Non, non non, moi c'est les questions de la première partie et le fait qu'il y a eu en fait, deux questionnaires différents qui ont été successivement diffusés, d'après ce que vous me dites. Sachant que les gens qui ont répondu comme moi la deuxième partie du questionnaire, ne savaient pas qu'avant, il y avait une version où l'on pouvait se proposer pour participer à un débat citoyen et et c'est pas... *Lemaire coupe, inaudible*... A ce moment là, il fallait arrêter complètement le questionnaire, c'est pas la peine de laisser un questionnaire qui sert à rien, où les gens vont perdre du temps à répondre à des questions qui ne seront pas exploitées et qui finalement, n'auront servi à rien... *Lemaire veut parler, inaudible*... C'est pas respecter les gens que de leur faire remplir un questionnaire qui va aller directement à la poubelle...

**Lemaire** : Pas à la poubelle ! Vous n'avez vraiment pas bien compris.

**JBS** : Mais si, puisque vous dites que de toute façon le but c'était de sélectionner 27 personnes et que de toute façon vous savez que vous ne pouvez pas faire de traitement statistique de ce questionnaire, parce que vous me dites, « il y a 40000 Français qui ont répondu ».

**Lemaire** : Mais je l'ai déjà, je l'ai déjà, il est sous mes yeux. Et donc ceci allait être présenté sur le site en disant attention, nous ne sommes pas dans une représentativité européenne puisque c'est un questionnaire qui a été adressé à travers d'internet, donc il n'y a que des gens qui sont plus ou moins connectés.

**JBS** : Ben oui.

**Lemaire** : Ben mais on allait expliquer ça ! Et puis on allait aussi expliquer ! On va expliquer !

**JBS** : D'accord.

**Lemaire** : En novembre, décembre, quand le Parlement nous donnera de nouveau le feu vert pour avancer sur ce dossier.

**JBS** : Bon écoutez alors moi, je vais suivre cette affaire avec grand intérêt. C'était pas ni partisan ni quoi que se soit. Moi je me suis posé des questions comme citoyen, connaissant un petit peu les méthodes d'enquête socio-économique en agriculture. J'ai présenté des questions qui me paraissaient relativement claires et je pense, fondées. Enfin, je ne sais pas ce que vous en avez pensé.

**Lemaire** : Oui, tout à fait. J'ai reçu une dizaine, une quinzaine en tout, de personnes comme vous. Euh, pour vous dire la vérité, vous êtes le premier à être vraiment monté un petit peu sur vos grands chevaux...

**JBS** : Forcément

**Lemaire** : Tous les autres avec qui on aura parlé, avec et cætera, une fois euh, euh, qu'ils ont pris connaissance de, de un petit peu la méthodologie et l'idée derrière, ont tout de suite en fait compris, « ah, oui d'accord », voilà, enfin je veux dire, vous êtes le premier vraiment à , à...

**JBS** : Mais c'est normal, je veux dire, à un moment donné...

**Lemaire** : Vous êtes le premier, vous êtes vraiment le premier à vous fâcher comme ça...

**JBS** : Je ne me fâche pas, je suis surpris de la méthode, je suis étonné qu'une institution comme le Parlement Européen soit encore en train de tâtonner pour savoir comment faire alors que c'est une institution qui, qui, qui, dispose de budgets quasiment illimités et qui peu faire tout ce qu'elle veut... Vous avez assez pour faire un sondage...

*Lemaire veut parler, je n'entends que : « on a notre budget qui est bloqué » JBS le coupe*

**JBS** : Vous me dites que vous donnez 200000 Euros pour sortir 25 ou 15 citoyens, m'enfin, c'est ahurissant, c'est incroyable. Donc une méthode d'échantillonnage, il n'y a pas besoin de 200000 Euros, vous vous...*Lemaire parle inaudible... 27 personnes, ça ne peut pas...*

**Lemaire** : Monsieur, toutes les critiques que vous venez de formuler par rapport au questionnaire et à la méthode de constitution d'un panel, je ne parle pas d'échantillonnage, vous n'avez toujours pas compris. La méthode de constitution d'un panel. Si vous voulez répondre, à toutes, les critiques, que vous venez de faire, il faut passer pas SOFRES, des gens comme eux, TNS SOFRES et ça demandez leur combien ils veulent pour faire des « focus group », parce que c'est comme ça que ça s'appelle si vous voulez chercher un petit peu, des « focus group » dans 27 Etats membres, c'est à dire, deux trois personnes à chaque fois qui voyagent à droite et de gauche pour faire des « focus group ». On l'a fait, ça nous a coûté, ils nous ont demandé, entre 500000 Euros pour un panel et donc Isabelle Durand refuse justement de mettre ce genre d'argent pour un truc comme ça et n'est pas d'accord. La dernière fois, on a descendu ça à 15 personnes sur la pauvreté... C'était un panel sur la pauvreté. L'entièreté du budget partait vers TNS et on ne voulait plus travailler avec eux parce que eux, sont loin, peut-être ils tâtonnent pas, ils sont certainement pas, beaucoup mieux sur le panel. Parce que le panel que j'ai reçu, j'en avais trois-quatre qui étaient complètement engagés et que TNS avait été chercher comme ça pour remplir leur truc.

**JBS** : Mais il y a des citoyens qui sont engagés. Les citoyens ne sont pas forcément tous des gens qui n'ont aucune opinion, qui n'ont aucun avis sur les questions. Les citoyens peuvent aussi avoir des avis, des opinions, c'est pas pour ça qu'on est engagé.

**Lemaire** : Tout à fait mais le pourcentage que j'avais sur les 15, c'était pas, on n'était pas, TNS n'avait pas fait son travail euh, comme il fallait. Puisque nous on demandait, des gens, des citoyens qui ne faisaient pas parti d'organisations, euh lambdas, euh, qui étaient...Et moi j'en avais plusieurs. La première chose qu'ils ont fait lorsqu'ils m'ont rencontré, c'était de donner leur carte de telle organisation, telle organisation. C'est là dessus...Parce que ces gens là, on n'a rien contre ces gens là évidemment, ils s'appellent aussi la société civile organisée. Et donc, ces gens là on n'a plus rien à leur apprendre. Ils se font briefier sur, ici on

avait des gens euh, d'ATD Quart Monde et cætera sur le panel de la pauvreté et ces gens répon...connaissaient déjà. Ils avaient déjà suivi pas mal de ce débat et donc ils se...et donc voilà. C'est pas ça qu'on veut. On veut...on les écoute ces gens, on les écoute constamment. Au Parlement Européen, on écoute qu'eux au fait, la société civile organisée et l'idée c'est de une fois par an, écouter des citoyens, à travers des méthodologies, qui sont peut-être, aujourd'hui on tâtonne comme vous dites. Mais c'est assez nouveau en fait, ça fait pas des années qu'on fait ça. Et donc on essaye de faire ça à moindre coût, avec une approche différente. Des fois ça fonctionne, bien. Des fois ça fonctionne... Des fois donc, ici la méthodologie de recrutement, on s'dit, bon bin, il faudrait peut-être améliorer certaines choses. Par contre je pense que le panel pourrait être assez intéressant. Des fois on fait avec le TNS, leur méthodologie de recrutement est parfaite, mais le panel en soit est peu intéressant parce que personne ne bouge.

**JBS** : En plus, 15 ou 27 personnes, c'est absolument pas représentatif d'un ensemble de 460 millions d'habitants, faut pas...

**Lemaire** : Mais oui, mais ça on le sait

**JBS** : Ca on le sait oui mais bon...

**Lemaire** : *Inaudible jusqu'à...* C'est ce que j'essaye de vous dire...

**JBS** : On sort quoi alors si on ne sort pas de statistiques, on sort des dossiers dont on n'aura même pas suivi les débats, parce que c'est tout en huis clos. Comment voulez vous qu'on fasse confiance derrière à des éléments qui sont fournis avec une méthode pareille, je veux dire, ça n'a aucun, aucun, aucune capacité de représentativité

**Lemaire** : Ok, je ne vous ai pas convaincu...

**JBS** : Vous pouvez pas me convaincre parce que la méthode, elle est pas bonne. Vous êtes quand même d'accord avec moi. Qu'est-ce que vous allez faire croire aux gens après qu'on a discuté à huis clos, que du coup, il y a un consensus sur ça. De la part de 27 personnes qui ne connaissent rien.

**Lemaire** : *Inaudible jusqu'à...* Pendant le débat en soi. Après je vous ai dit, il y a un travail rédactionnel.

**JBS** : L'agora, la démocratie, tout le monde s'exprimait, en son nom, devant une tribune où tout le monde pouvait participer, c'est pas 27 personnes, dans un coin, enfermées, qui discutent...

**Lemaire** : Mais comment voulez vous faire discuter...*inaudible*... millions de gens

**JBS** : C'est peut être pas possible, tout simplement. Et si c'est pas possible, c'est pas possible. Il faut se dire, cette solution n'est pas possible. Imaginons en une...

**Lemaire** : *Inaudible*... Moi je pense que c'est possible. Moi je pense que c'est possible, vous allez voir, dans les années qui viennent que cela sera possible.



**JBS** : Sur la méthode actuelle, moi je ne suis pas convaincu de la représentativité des résultats parce que, statistiquement il n'y a aucune validité euh, et je pense que je ne serais pas le seul à vous le signaler parce que, c'est pas...

**Lemaire** : Mais non, vous n'êtes pas le seul, mais vous êtes, tout à fait une minorité quoi, en fait.

**JBS** : Et oui parce que les gens n'ont pas forcément le temps. J'ai pris pas mal de temps pour faire une réponse correcte à ce courrier. Je l'ai pris gratuitement et bénévolement. Moi je ne demande pas d'argent à personne, parce que ça me paraissait important, en tant que citoyen, au moins d'alerter les gens qui faisaient ce questionnaire en disant, attention il y a un problème, enfin il y a des problèmes.

**Lemaire** : Oui, oui

**JBS** : Et je pense que je les ai ciblés assez précisément dans mon courrier. Donc euh, est-ce que vous allez informer sur votre site internet du fait que finalement, les réponses ne vont pas pouvoir être publiées, que ça servait à faire un échantillonnage.

**Lemaire** : Elles vont être publiées, comme je vous ai dit. Elles vont être publiées en Novembre Décembre, pour l'instant je n'ai plus accès à ce site. C'est le Parlement qui a tout cadencé, puisque les gens qui doutent fortement de la participation citoyenne ont politiquement cadencé ça et je dois attendre les différents organes de décision dont je vous ai parlé pour pouvoir, pouvoir donner de nouveau des, des, des... des ordres aux fonctionnaires qui, qui seront alors de nouveau habilités à travailler sur le site. Pour le moment je ne sais rien faire. Je ne peux même pas... Le message qui est là dessus pour le moment. Ce n'est même pas moi qui l'ai écrit. On ne voulait même pas le mettre. On avait élaboré tout un message qui expliquait ce qui s'était, s'qu'on... et le Parlement n'a pas voulu publier ça donc c'est eux qui ont mis en une langue en plus on y est complètement contre. On s'est plaint... Plusieurs fois. Encore aujourd'hui avant de vous appeler, j'ai retéléphoné à la DG Com, qui est à la base de cette action, pour leur dire, bon, qu'est ce que vous faites, parce que le site, on ne va pas pouvoir. Ils ont dit non, on ne bouge pas, jusqu'à une décision politique de la conférence des Présidents et du bureau du Parlement.

**JBS** : Parce que là, à l'heure actuelle, la phrase qui est marquée, elle contient plusieurs problèmes fondamentaux. Il y a le nombre 65 000, dont on ne sait pas du tout d'où il peut sortir. Que ce sont des citoyens de l'Union Européenne, ça avec la méthode on n'est pas du tout certain qu'ils soient des citoyens, c'est à dire qu'ils soient majeurs avec leurs droits civiques. Donc, déjà il y a un gros problème d'entrée de jeu quoi, 65000 citoyens de l'Union Européenne, déjà, on ne peut pas affirmer ça, c'est pas possible puisqu'il n'y a aucun moyen de la vérifier.

**Lemaire** : Ca va, je vais en informer les services du Parlement Européen...

**JBS** : Ecoutez, je pense que ça vous paraît quand même logique ce que je dis...

**Lemaire** : Ben oui sur ça évidemment, ça nous paraît logique. Nous on est, nous on est contre. Ca fait depuis le 10 septembre exactement, qu'on essaye de convaincre le Parlement de faire quelque chose de différent. Ils ne veulent pas, ils ont peur, ils ont peur d'avancer sur

une participation citoyenne, auquel ils n'ont pas le contrôle. Parce que si on venait leur dire des choses sur lesquelles ils ne sont pas contents, qu'est-ce qu'on va faire, quoi...

**JBS** : D'accord...

**Lemaire** : C'est ça le problème de la méthodologie, de la, de la... situation pour le moment. De toute façon, ne vous inquiétez pas,

**JBS** : Je vous remercie.

**Lemaire** : je vais répondre, par écrit à vos questions...

**JBS** : Avec plaisir

**Lemaire** : je vais également vous envoyer le questionnaire, comme ça vous avez toutes les questions, ainsi que leurs réponses et une analyse en pourcentages et cætera.

**JBS** : D'accord.

**Lemaire** : Vous pouvez en faire ce que vous voulez et euh... Et voilà. De toute façon, je vous tiendrais informé. ..

**JBS** : C'est gentil

**Lemaire** : De l'état de la conférence de consensus et cætera.

**JBS** : Volontiers.

**Lemaire** : Ca va ?

**JBS** : Très bien. En tout cas je vous remercie d'avoir pris la peine de me répondre. Je suis tout à fait satisfait.

**Lemaire** : Et vous comprenez pourquoi je voulais le faire par téléphone. C'est pas que je voulais pas, c'est pas une question de transparence. C'est un tout petit peu plus complexe que juste l'histoire du questionnaire. Je voulais quand même vous expliquer ce qui était derrière.

**JBS** : C'est même assez compliqué et assez inattendu effectivement. Je n'aurais pas imaginé tous ces aspects là, de prime abord. Donc vous pouvez m'envoyer une copie du questionnaire. Et donc vous, vous êtes au cabinet d'Isabelle Durand donc, en poste chargé par rapport à la transparence...

**Lemaire** : Entre autres, tout ce qui est participation citoyenne... Et bien voilà

**JBS** : D'accord

**Lemaire** : Isabelle n'est même pas dans la commission agri en fait, donc l'agriculture en soit n'est pas une compétence à elle, c'est la participation citoyenne. Le choix de l'agriculture comme thématique de cette conférence de consensus, est né du fait que le débat aujourd'hui, un des grands débats aujourd'hui, pour cette automne, est la réforme de la PAC, donc on voulait faire quelque chose où les citoyens s'exprimaient dans un débat qui avait lieu en

même temps dans différents endroits, dont le Parlement Européen. Mais aussi je dirais dans les associations et cætera. On ne voulait pas prendre une thématique qui n'avait rien à voir avec le débat législatif d'aujourd'hui. On voulait un petit peu se caler sur le calendrier parlementaire.

**JBS** : c'est une bonne idée, c'est juste au niveau de la méthode qu'il y a quand même, il y a quand même quelque chose à dire.

**Lemaire** : Inaudible... je suis le premier à le dire. A chaque conférence on a. A chaque conférence, il y a toujours des... Parce qu'il y a une méthodologie qui est extrêmement rigoureuse, qui sort de la Sorbonne. **Mais c'est impossible, impossible de la, de l'adapter, à la problématique de, des langues, du débat multilingue, 22 langues sur trois jours...**

**JBS** : ...Oui, Oui...

**Lemaire** : Et de l'espace, c'est à dire la, la, la, la distance entre les gens. **Ce qui amène aussi une différence assez importante culturelle** et donc les méthodologies qui sont développées aujourd'hui dans les universités sont faites pour faire des conférences de consensus dans des, dans des, dans des... populations beaucoup plus petites et plus proches, donc ça fonctionne très bien sur, est-ce qu'on va mettre un feu rouge ou un...ou un... rond-point dans un tel endroit ... ou des choses un peu plus compliquées. Mais des choses plus locales. La Suisse le fait, les Etats unis sont aussi à la pointe de ces choses-là, et cætera. Mais si on essaye de l'adapter, je suis le premier à le dire, oui on doit améliorer la méthodologie de recrutement mais c'est pas facile parce que moi j'ai pas, on ne me donne pas 500 000 Euros non plus et Isabelle veut absolument faire ça pour 50 000, 60 000, 70 000 euros, euh, pas plus. C'est à dire le déplacement de tout le monde, les experts, les citoyens, leur logement et toute la partie logistique qui va avec quoi. On ne veut pas dépenser chaque fois des sommes astronomiques parce qu'on sait bien que les recommandations sont intéressantes, mais c'est pas non plus la ligne à donner au Parlement. C'est un élément en plus quoi. On y travaille tous les jours. J'entends bien vos réflexions et sur beaucoup d'entres elles je suis d'accord. Par rapport à la méthodologie. Où je ne vous rejoins pas trop, c'est sur euh, la, c'est sur, vous dites, par rapport à, aux citoyens qui n'y connaissent rien, qui vont revenir avec des, des recommandations qui sont valables. Je ne dis pas que c'était les recommandations à suivre. Ce sont des recommandations intéressantes. Là, je ne vous rejoins pas du tout au fait...

**JBS** : Ben, disons que le problème c'est... *que Lemaire coupe JBS*

**Lemaire** : *Inaudible*... Sur la différence, sur notre volonté d'instaurer une démocratie plus participative dans un parlement européen qui est très frileux par rapport à ça.

**JBS** : Bon. Sur de sujets techniques comme les OGM et les hormones de croissance en particulier, quelqu'un qui ne connaît pas les risques et l'étude de Séralini qui vient de sortir sur le OGM et je pense que vous l'avez lu ou que vous êtes au courant...

**Lemaire** : Ouais, ouais

**JBS** : Elle est tout de même assez claire par rapport aux risques des OGM. Quelqu'un qui n'y connaît rien, il va se laisser influencer par le lobby euh, des semenciers d'un côté et puis... Et

on n'est pas dans une approche démocratique dans la mesure où les éléments ne sont pas présentés de manière claire par ceux qui les présentent. Les fabricants d'OGM n'ont jamais dit... *Lemaire coupe, inaudible*... Les fabricants d'OGM n'ont jamais dit, nos produits sont toxiques et dangereux, ils ont toujours dit l'inverse. Forcément, si on leur fait confiance, alors forcément, le citoyen est influencé de manière erronée, vous comprenez ?

**Lemaire** : et qu'est ce que vous pensez, vous, de l'étude qui est sortie récemment sur les OGM ?

**JBS** : Moi, je suis convaincu que c'est une technologie dans le seul but est de prendre le contrôle de la filière alimentaire, qui n'a aucun intérêt en plein champ, ni pour les agriculteurs, ni pour les consommateurs, ni pour le sol lui-même, qui est détruit par les herbicides ou les pesticides qui sont générés par les plantes qui sont elles-mêmes capables donc, de produire elles-mêmes un insecticide, comme les plantes Bt...

**Lemaire** : Tout à fait

**JBS** : Qui fabriquent des insecticides à longueur de journée. Que des scientifiques comme Christian Velot et Séralini dénoncent depuis longtemps le danger et le problème et qu'on se rend compte déjà aux Etats - Unis, en Inde ou ailleurs, que les gens qui cultivent des OGM, finalement, produisent moins que les autres, ont des coûts finalement plus importants et maintenant des problèmes de résistance aux herbicides, des problèmes de résistance des insectes...*Lemaire parle, inaudible*...Et bien voilà. Donc ça, se sont des choses qui aujourd'hui sont connues. Pendant ce temps, Monsanto et compagnie nous disent l'inverse. C'est pas possible.

**Lemaire** : Sur ces questions là, je suis complètement d'accord avec vous...

**JBS** : Et bien voilà.

**Lemaire** : On est tout à fait sur la même longueur d'onde euh, c'est exactement ce qu'on pense au sein du groupe des Verts. Encore une fois, Isabelle Durand, lorsqu'on a commencé à mettre sur pied ce dispositif, était comme vice-Présidente du Parlement, elle ne pouvait pas prendre les idées, vertes. C'est à dire, elle ne pouvait pas venir avec son agenda politique ... Elle représente, elle est responsable au Parlement de la participation citoyenne, donc elle ne peut pas venir avec son agenda politique euh... Créer une conférence de consensus où, automatiquement, moi je pilotais les recommandations pour qu'elles soient des recommandations qui aillent dans notre sens, dans notre sens commun, que je partage tout à fait, et José Bové aussi, qui est votre collègue sur ces questions-là. Et donc on est d'accord là dessus. Mais on ne pouvait pas, Isabelle ne pouvait pas créer un questionnaire qui allait alors être critiqué pour être trop Vert.

**JBS** : Bien, pourquoi avoir mis une question sur Monsanto alors ? C'est une entreprise Etatsunienne. Qu'est ce qu'elle vient faire dans un questionnaire sur la PAC, on ne comprend pas ce que ça vient...

**Lemaire** : *Inaudible*... Carrément ! J'avais demandé deux questions. Donc la première, « connaissez vous Monsanto et quel est votre avis, négatif/positif? ». « Connaissez vous Slow Food, parce que, c'est pas deux choses différentes, mais c'est deux organisations qui ont un...

Je veux dire... Qui sont complètement opposées dans leur vision de l'agriculture et de la nutrition et tout ce qu'on voulait c'était un petit peu sonder ça. Mais encore une fois, c'étaient des questions qui devaient amener à un processus de sélection en fait alors donc. Et alors, ces réponses, on allait les présenter en début de conférence de consensus rapidement en disant, vous avez tous répondu à ça, c'est pour ça que vous êtes ici. Voici les réponses, attention, 40 000 sont des Français qui sont d'ailleurs, pour la plupart, probablement, dans les réseaux de l'agriculture puisque c'est par ces réseaux là que j'ai demandé une analyse de pourquoi tant de Français ont répondu et c'était ce food4.eu a circulé dans des réseaux comme les vôtres et cætera. Et donc, c'était pour ça... Il fallait expliquer, on ne dit pas qu'on est dans le statistique pur. C'est simplement l'approche qu'on a eu.

JBS : Bien, je vous remercie d'avoir pris le temps, vous m'envoyez le questionnaire, je le recevrais avec plaisir.

Lemaire : Merci beaucoup

JBS : Merci beaucoup, bonne journée.